

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

6 juillet 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à exclure de la Défense belge
les Belges possédant la double nationalité
en cas de service volontaire
dans une armée étrangère**

(déposée par M. Tom Van Grieken et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

6 juli 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de uitsluiting van Belgen
met dubbele nationaliteit uit het Belgische
defensieapparaat bij vrijwillige dienst
in een vreemde krijgsmacht**

(ingediend door de heer Tom Van Grieken c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Quiconque souhaite rejoindre notre appareil de défense aide l'autorité publique à remplir l'une de ses missions les plus essentielles, à savoir le droit particulier et le devoir de préserver notre territoire et de garantir la sécurité physique de nos citoyens. Mais c'est même bien plus que ça. La Défense, en plus de protéger le territoire, nos eaux territoriales et les intérêts de nos citoyens à l'étranger, est également de plus en plus souvent déployée pour assurer des missions d'assistance à la nation en cas de catastrophes. Songez par exemple à la mobilisation de militaires dans l'Opération *Vigilant Guardian* dans le cadre de laquelle nos forces armées ont contribué à lutter contre le terrorisme sur notre propre territoire. Plus récemment encore, notre armée a été mobilisée dans le cadre de la crise du coronavirus.

Il est dès lors évident qu'eu égard à la responsabilité cruciale qui incombe à notre Défense dans la sécurité nationale, l'on exige de ceux qui rejoignent le personnel de la Défense une loyauté unique à la nation. C'est la raison pour laquelle la présente proposition de résolution soulève le problème posé par ceux qui ont la double nationalité et qui ont accompli un service volontaire dans une armée étrangère.

Il est indéniable que plusieurs pays poursuivent des stratégies et des intérêts différents des nôtres en termes de sécurité, certains se montrant même carrément hostiles vis-à-vis de l'Europe et des puissances occidentales en général. Qui plus est, le principe de la loyauté à la nation est incompatible avec l'accomplissement volontaire d'un service militaire dans une armée étrangère sous le couvert de la double nationalité – qui implique déjà en fait une "double loyauté" – dans des pays dont les valeurs, les principes et l'agenda politique sont diamétralement opposés aux nôtres.

Le service militaire volontaire dans des pays qui ont un comportement défavorable à l'égard de ce pays et de nos alliés doit être abordé avec la prudence nécessaire. Le risque de transfert d'informations stratégiques ou de connaissances sur la technologie d'armement est considérable. Lorsque des citoyens possédant une double nationalité font volontairement leur service militaire dans des pays auxquels nous ne pouvons pas confier nos renseignements militaires, il est on ne peut plus logique qu'ils soient exclus de notre structure de défense.

Comme cadre de référence pour la définition des régimes et des armées de ceux-ci qui sont diamétralement opposés à nos intérêts, le mieux est d'appliquer le

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Wie deel wil uitmaken van ons defensieapparaat, helpt de overheid om één van haar meest primordiale taken te vervullen, zijnde het bijzondere recht en de plicht om het grondgebied en de fysieke veiligheid van onze burgers te garanderen. Het gaat zelfs om meer dan dat. Defensie wordt, afgezien van louter de bescherming van het grondgebied, onze territoriale wateren en de belangen van onze burgers in het buitenland ook steeds meer ingezet voor bijstand aan de natie, wanneer zich rampscenario's voordoen. Denk daarbij aan de inzet van Defensie met Operatie *Vigilant Guardian*, waarbij onze krijgsmacht haar bijdrage leverde in de strijd tegen terrorisme op het eigen grondgebied. Recenter nog is de inzet van onze krijgsmacht bij de coronacrisis.

Het is dan ook vanzelfsprekend dat, rekening houdend met de cruciale verantwoordelijkheid die onze landsverdediging draagt voor de nationale veiligheid, deel uitmaken van de krijgsmacht van ons defensiepersoneel een unieke loyaliteit aan de natie vereist. Om deze reden gaat dit voorstel van resolutie dieper in op de problematische relatie tussen de dubbele nationaliteit en vrijwillige buitenlandse legerdienst.

Het valt niet te ontkennen dat een aantal landen andere veiligheidsbelangen en -strategieën hebben dan de onze. Een aantal daarvan staan zelfs ronduit vijandig ten aanzien van Europa en de westerse mogendheden in het algemeen. Het valt bovendien niet te rijmen met het principe van loyaliteit aan de natie dat men onder het mom van de dubbele nationaliteit – die sowieso al een "dubbele loyaliteit" impliceert – vrijwillig een buitenlandse legerdienst vervult in landen waarvan de waarden, principes en agenda haaks op de onze staan.

Vrijwillige legerdienst in landen die zich afkerig gedragen ten aanzien van dit land en onze bondgenoten moet voldoende omzichtig worden benaderd. Het risico op overheveling van strategische informatie of kennis van wapentechnologie is dan ook aanzienlijk. Wanneer burgers met een dubbele nationaliteit vrijwillig hun legerdienst opnemen in landen die we niet kunnen vertrouwen voor onze militaire inlichtingen, is het niet meer dan logisch dat zij worden geweerd uit onze defensiestructuur.

Als referentiekader voor de definitie van regimes en bijhorende legers die haaks op onze belangen staan, kunnen we het best het criterium van de antiwesterse

critère de l'idéologie d'État anti-occidentale. Les Belges ayant la double nationalité qui ont servi volontairement dans les forces armées de régimes qui ont manifestement une idéologie d'État totalitaire ou qui, par exemple, sont fondés sur l'islamisme, font partie de la catégorie qui devrait être exclue de notre appareil de défense.

En effet, personne ne peut contester que les pays qui adhèrent officiellement au communisme, par exemple, comme la Chine ou la Corée du Nord, ou les pays islamistes comme le Pakistan, ont un cadre de valeurs et un agenda politique anti-occidentaux.

Un cas comme celui de la Turquie montre aussi clairement la nécessité d'une telle réglementation. La Turquie sous le régime d'Erdogan ne peut en aucun cas être considérée comme un partenaire ou un allié fiable. La projection obstinée et agressive de la puissance militaire de la Turquie dans le Caucase du Sud, en Syrie du Nord et en Méditerranée orientale en est une preuve sans équivoque. En l'occurrence, la Turquie agit sans consulter ses partenaires de l'OTAN ou de l'UE, ce qui fait qu'Erdogan se retrouve souvent en confrontation directe avec les États membres de l'Union européenne et avec ses partenaires de l'OTAN, comme nous avons déjà pu le constater en Grèce.

Les Turcs belges n'entrent cependant pas dans le champ d'application de la présente proposition de résolution car leur service militaire en Turquie est obligatoire et ne relève donc pas du libre choix. En effet, il n'est pas souhaitable de cibler les citoyens possédant une double nationalité qui ont accompli un service militaire obligatoire dans une armée régulière à l'étranger; en effet, leur service à l'étranger n'était pas une question de libre choix. Ils ne font donc pas l'objet de la présente proposition. Naturellement, les citoyens ayant une double nationalité dont la seconde est celle d'un autre État membre de l'UE, ne sont pas non plus pris en considération. Toutefois, le cas turc illustre parfaitement le danger d'une participation incontrôlée de personnes ayant une double nationalité à notre appareil de défense.

Un exemple de catégorie qui peut, par contre, bel et bien être exclue de nos forces armées en cas de service volontaire dans une autre armée est celui des Belges chinois. En Chine, le service militaire obligatoire a été aboli, et, s'ils sont bel et bien inscrits pour le service militaire, les Chinois ne sont pas appelés. Les Belges ayant une seconde nationalité chinoise qui ont servi dans l'armée chinoise l'ont donc fait volontairement et peuvent être exclus de notre Défense. Il est évident que l'armée chinoise poursuit des valeurs, des principes et un agenda politique qui sont diamétralement opposés aux nôtres. La Chine se comporte, tant sur le plan interne que vis-à-vis des autres pays, comme une superpuissance totalitaire,

staatsideologie hanteren. Belgen met een dubbele nationaliteit die vrijwillig dienst deden in de krijgsmacht van regimes die duidelijk een totalitaire staatsideologie hebben of bijvoorbeeld op islamistische leest geschoeid zijn, vallen onder de categorie die gewerd zou moeten worden uit ons defensieapparaat.

Niemand kan immers betwisten dat landen die bijvoorbeeld officieel het communisme aanhangen, zoals China of Noord-Korea, of islamistische landen als Pakistan, er een antiwesters waardenkader en dito agenda op nahouden.

Ook een casus als de Turkse maakt de noodzaak van een dergelijke regeling duidelijk. Turkije onder het Erdoganregime is op geen enkele manier een betrouwbare partner of bondgenoot te noemen. Turkijes eigengereide en agressieve militaire machtsprojectie in de Zuidelijke Kaukasus, Noord-Syrië en het oostelijke Middellandse Zeegebied levert daarvoor eenduidige bewijzen. Daarbij wordt zonder overleg met de NAVO-partners of de EU gehandeld, waardoor Erdogan niet zelden in directe confrontatie komt met Europese lidstaten en NAVO-partners, zoals we in Griekenland al hebben kunnen vaststellen.

Belgische Turken vallen echter buiten de draagwijdte van dit voorstel van resolutie omdat hun legerdienst in Turkije verplicht is en dus geen kwestie van vrije keuze. Het is namelijk niet wenselijk om mensen met dubbele nationaliteit te viseren die een verplichte legerdienst bij een regulier leger in het buitenland hebben vervuld; hun buitenlandse dienst was immers geen kwestie van vrije keuze. Zij maken dan ook geen deel uit van focus van dit voorstel. Uiteraard worden ook burgers met een dubbele nationaliteit waarvan de tweede er één is van een andere EU-lidstaat buiten beschouwing gelaten. De Turkse casus schetst echter wel perfect wat het gevaar is van ongecontroleerde deelname aan ons defensieapparaat van mensen met de dubbele nationaliteit.

Een voorbeeld van een categorie die men wél kan weren uit onze krijgsmacht bij vrijwillige dienst in een ander leger is die van de Chinese Belgen. In China is de algemene dienstplicht inmiddels afgeschaft en wordt men wel ingeschreven voor legerdienst, maar niet opgeroepen. Belgen met een tweede Chinese nationaliteit die dienst deden in de Chinese krijgsmacht, deden dat dus op vrijwillige basis en kunnen gewerd worden uit onze Defensie. Waarom het Chinese leger waarden, principes en een agenda nastreven die haaks op de onze staan, is evident. China gedraagt zich zowel intern als tegenover andere landen als een totalitaire, vijandige en imperialistische supermacht in wording.

hostile et impérialiste en devenir. Le génocide silencieux des Ouïghours, la suspension de la démocratie à Hong Kong, la persécution du Falun Gong, la répression des Tibétains et la menace qui pèse sur presque tous les pays de la région de la mer de Chine méridionale, mais aussi sur des pays occidentaux comme l'Australie, en sont des exemples. En outre, la cyberinfiltration du régime chinois constitue une menace notoire pour la sécurité nationale, également selon notre Défense. En raison du risque de transfert de connaissances stratégiques et de piratage de notre système de défense par des infiltrés chinois, nous devrions donc exclure les Chinois qui ont volontairement servi dans l'armée chinoise. Il est évident que les Belges ayant la double nationalité qui s'engagent sciemment dans l'armée chinoise et participent ainsi à des pratiques diamétralement opposées à nos intérêts, ne devraient pas se voir confier la responsabilité d'assurer notre sécurité.

Un autre exemple frappant est celui du Pakistan, pays fondamentaliste islamiste. En raison du grand nombre de volontaires dans ses forces armées, le service militaire obligatoire n'a jamais été effectivement mis en œuvre au Pakistan, même si la Constitution pakistanaise et d'autres lois l'autorisent en temps de guerre. Les activités au sein de l'armée pakistanaise reposent donc sur le libre choix de s'engager en faveur des intérêts nationaux du Pakistan.

En outre, il va de soi qu'un service volontaire effectué dans le passé dans une armée non étatique, comme celle de divers mouvements terroristes tels que l'EI, doit également entraîner un refus de pouvoir travailler au sein de notre Défense.

En ce qui concerne le cadre juridique de cette réglementation, un certain nombre de parallèles peuvent être établis entre la présente proposition de résolution et la pratique à l'étranger. Tout près de chez nous, il existe un bon exemple dans un autre État membre de l'UE, à savoir la Pologne. En Pologne, une personne perd la nationalité si elle a volontairement acquis la nationalité d'un autre pays et a, de ce fait, effectué un service militaire obligatoire à l'étranger. Cette législation a été confirmée par un arrêt de la Cour suprême de Varsovie en 2011. La perte de la nationalité polonaise implique également l'exclusion de l'armée en vertu du droit polonais. En ne se contentant pas d'exclure le groupe cible de la présente proposition de son appareil de défense, mais en privant immédiatement les membres de ce groupe cible de leur nationalité, la Pologne va encore plus loin que ce qui est envisagé ici.

Aux Pays-Bas également, le débat sur la relation entre double nationalité et double loyauté est plus avancé qu'en Belgique: depuis 2007 déjà, sous l'impulsion du

Exemplarisch zijn de stille genocide op de Oeigoeren, de opschorting van de democratie in Hong Kong, de vervolging van de Falun Gong, de repressie tegen Tibetanen en de bedreiging van zowat elk land in de regio van de Zuid-Chinese zee, maar ook van westerse landen als Australië. Daarenboven is de cyberinfiltratie van het Chinese regime een beruchte dreiging voor de nationale veiligheid, ook volgens onze Defensie. Wegens het risico op strategische kennisoverdracht en hacking binnen ons defensiesysteem door Chinese infiltranten, zouden we Chinezen die vrijwillig dienst deden in het Chinese leger dus moeten weren. Het is de evidentie zelve dat Belgen met een dubbele nationaliteit die zich willens en wetens engageren voor het Chinese leger en dus deelnemen aan praktijken die lijnrecht tegen onze belangen ingaan, niet de verantwoordelijkheid horen te krijgen om over onze veiligheid te waken.

Een ander treffend voorbeeld is dat van het islamitisch-fundamentalistische Pakistan. Omdat er een groot aantal vrijwilligers in hun krijgsmacht aanwezig is, werd de dienstplicht in Pakistan nooit effectief tot uitvoering gebracht, ook al staat de Pakistaanse Grondwet en andere wetgeving de dienstplicht toe in oorlogstijd. Activiteiten in het Pakistaanse leger berusten dus op een vrije keuze om zich te engageren voor de Pakistaanse nationale belangen.

Het hoeft bovendien geen betoog dat voormalige vrijwillige dienst bij een niet-statelijk leger, zoals dat van diverse terreurbewegingen zoals IS, uiteraard ook tot een weigering om bij onze Defensie te werken moet leiden.

Wat het juridische kader voor deze regeling betreft, zijn een aantal parallellen te trekken tussen dit voorstel van resolutie en de praktijk in het buitenland. Vrij dicht bij huis is er een goed voorbeeld in een andere EU-lidstaat, met name Polen: in Polen verliest iemand de nationaliteit wanneer hij vrijwillig de nationaliteit van een ander land verworven heeft en daardoor verplichte legerdienst heeft vervuld in het buitenland. Die wetgeving werd bevestigd door een arrest van het Hooggerechtshof van Warschau uit 2011. Een verlies van de Poolse nationaliteit impliceert tevens een uitsluiting uit het leger volgens Pools recht. Door niet louter de doelgroep in dit voorstel uit te sluiten van hun defensieapparaat, maar de leden van die doelgroep onmiddellijk de nationaliteit te ontnemen, gaat Polen zelfs verder dan wat hier wordt beoogd.

Ook in Nederland staat het debat omtrent het verband tussen dubbele nationaliteit en dubbele loyaliteit verder dan in België: al sinds 2007 zijn er, onder impuls van de

Partij voor de Vrijheid, l'exclusion des personnes ayant la double nationalité des forces armées néerlandaises y fait débat. Traditionnellement, la Défense néerlandaise est moins disposée à accepter des étrangers en raison du principe de précaution face à une éventuelle loyauté étrangère.

Les États-Unis en sont un autre exemple: les Américains retirent la nationalité aux citoyens ayant ou non une double nationalité qui ont effectué un service militaire volontaire dans l'armée d'un pays avec lequel les États-Unis se sont engagés dans des hostilités. Les citoyens perdent également la citoyenneté américaine lorsqu'ils servent comme officier dans une armée étrangère, y compris une armée non hostile, mais seulement s'ils avaient l'intention de renoncer à leur citoyenneté américaine à ce moment-là. Sur ce plan, les États-Unis ne vont pas aussi loin que la Pologne, mais la réglementation américaine est très proche de ce que nous préconisons dans la présente proposition de résolution: partant du principe que l'on ne peut pas servir deux maîtres aux visions et valeurs contradictoires, les Américains pénalisent également les citoyens qui ont servi dans une armée étrangère qui s'est montrée hostile aux intérêts nationaux américains.

Sur la base de l'argumentation qui précède et des exemples de l'étranger cités, nous considérons qu'il est grand temps de cesser toute naïveté concernant le service militaire à l'étranger et d'instaurer la réglementation que nous préconisons.

Partij voor de Vrijheid, debatten over het uitsluiten van mensen met de dubbele nationaliteit uit de Nederlandse krijgsmacht. Van oudsher aanvaardde de Nederlandse Defensie minder makkelijk buitenlanders wegens het voorzorgsprincipe ten overstaan van potentiële vreemde loyaliteit.

Ook de Verenigde Staten vormen een voorbeeld daarvan: de Amerikanen ontnemen de nationaliteit aan burgers met of zonder dubbele nationaliteit die een vrijwillige legerdienst hebben gedaan bij het leger van een land waarmee de VS in vijandelijkheden verwickeld is geraakt. Burgers verliezen tevens de Amerikaanse nationaliteit wanneer ze in eender welk buitenlands leger, ook een niet-vijandelijk leger, als officier dienst deden, maar enkel als ze op dat moment de intentie hadden hun Amerikaans burgerschap af te staan. Daarmee gaan de Verenigde Staten minder ver dan Polen, maar de Amerikaanse regeling leunt wel nauw aan bij wat wij in dit voorstel van resolutie bepleiten: vanuit de logica dat men geen twee meesters kan dienen die tegengestelde visies en waarden hebben, bestraffen ook de Amerikanen burgers die deel hebben uitgemaakt van een buitenlands leger dat zich afkerig toont van de Amerikaanse nationale belangen.

Op grond van bovenstaande argumentatie en genoemde buitenlandse voorbeelden zijn de indieners van oordeel dat het hoog tijd is om alle naïviteit in verband met buitenlandse legerdienst af te zweren en de regeling die hier bepleit wordt in te voeren.

Tom VAN GRIEKEN (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

- A. vu les intérêts de la nation;
- B. vu le principe de loyauté envers la nation;
- C. compte tenu du rôle crucial joué par la Défense dans la protection des intérêts nationaux;
- D. considérant que l'appartenance à nos forces armées exige une loyauté unique du personnel de la Défense envers la nation;
- E. considérant qu'un certain nombre de pays ont des intérêts et des stratégies de sécurité qui diffèrent des nôtres;
- F. considérant que certains de ces pays sont même carrément hostiles à l'Europe et aux puissances occidentales en général;
- G. considérant les problèmes liés à la double nationalité, d'une part, et au service militaire volontaire à l'étranger, d'autre part;
- H. considérant que la double nationalité implique une "double loyauté";
- I. considérant que le principe de loyauté envers la nation est incompatible avec un service militaire volontaire à l'étranger effectué dans un pays dont les valeurs, les principes et l'agenda politique sont diamétralement opposés aux nôtres;
- J. considérant que le risque de fuite d'informations sensibles n'est pas illusoire;
- K. vu les exemples analogues en Pologne et aux États-Unis;
- L. considérant que la présente proposition de résolution ne va pas aussi loin que les exemples de la Pologne et des États-Unis;
- M. considérant que la présente proposition de résolution ne vise que le service militaire volontaire effectué dans un pays hostile à la Belgique et à ses alliés;
- N. considérant que la présente proposition de résolution ne vise pas les personnes ayant une double nationalité qui ont accompli un service militaire obligatoire dans une armée régulière à l'étranger;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

- A. overwegende de belangen van de natie;
- B. overwegende het principe van loyaliteit aan de natie;
- C. rekening houdend met de cruciale rol van Defensie in de verdediging van de landsbelangen;
- D. overwegende dat deel uitmaken van onze krijgsmacht een unieke loyaliteit van het defensiepersoneel aan de natie vereist;
- E. overwegende dat een aantal landen andere veiligheidsbelangen en -strategieën hebben dan de onze;
- F. rekening houdend met het feit dat een aantal van die landen zelfs ronduit vijandig staan ten aanzien van Europa en westerse mogendheden in het algemeen;
- G. de problemen in relatie tot de dubbele nationaliteit enerzijds en vrijwillige buitenlandse legerdienst anderzijds overwegend;
- H. overwegende dat een dubbele nationaliteit een "dubbele loyaliteit" impliceert;
- I. overwegende dat het principe van loyaliteit aan de natie niet te rijmen valt met een vrijwillige buitenlandse legerdienst in landen waarvan de waarden, de principes en de agenda haaks op de onze staan;
- J. rekening houdend met het feit dat het gevaar op het lekken van gevoelige informatie niet onwaarschijnlijk is;
- K. de analoge voorbeelden in Polen en de Verenigde Staten overwegend;
- L. rekening houdend met het feit dat dit voorstel van resolutie minder ver gaat dan de voorbeelden in Polen en de Verenigde Staten;
- M. overwegende dat dit voorstel van resolutie enkel vrijwillige legerdienst in landen viseert die zich afkerig gedragen ten aanzien van België en haar bondgenoten;
- N. overwegende dat dit voorstel van resolutie geen mensen met een dubbele nationaliteit viseert die een verplichte legerdienst bij een regulier leger in het buitenland hebben vervuld;

O. considérant que la présente proposition de résolution ne vise pas les personnes ayant une double nationalité si leur deuxième nationalité est celle d'un autre État membre de l'Union européenne;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de prendre les initiatives nécessaires afin d'interdire l'accès à la Défense belge aux citoyens ayant une double nationalité qui font partie ou ont fait partie volontairement d'une force armée étrangère dont les valeurs, les principes et l'agenda politique sont diamétralement opposés à ceux de la Belgique;

2. de mettre en place des procédures de contrôle strictes des antécédents militaires lors du recrutement de nouveau personnel de la Défense ayant une double nationalité, afin de détecter un service militaire volontaire au sein d'une force armée étrangère et non alliée et de refuser le cas échéant les recrues en question.

27 mai 2021

O. overwegende dat dit voorstel van resolutie geen mensen met een dubbele nationaliteit viseert indien hun tweede nationaliteit er één is van een andere EU-lidstaat;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de nodige initiatieven te nemen om burgers met een dubbele nationaliteit die vrijwillig deel uitmaken of hebben uitgemaakt van een vreemde krijgsmacht waarvan de waarden, de principes en de agenda haaks op die van België staan, de toegang tot de Belgische Defensie te ontzeggen;

2. strikte screeningsprocedures in te voeren bij de rekrutering van nieuw defensiepersoneel met de dubbele nationaliteit aangaande hun militaire voorgeschiedenis, om vrijwillige legerdienst in een vreemde en niet-geallieerde krijgsmacht op te sporen en desgevallend de rekruten in kwestie te weigeren.

27 mei 2021

Tom VAN GRIEKEN (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)